

Sous la pression du Parlement, le régime de facto bolivien a démis le ministre de la Défense



La Havane, 10 mars, (RHC).- Sous la pression du Parlement, le gouvernement de facto bolivien a démis de ses fonctions le ministre de la Défense, Luis Fernando López.

Au cas contraire, la présidente autoproclamée, Jeanine Áñez, ferait l'objet d'un procès pénal pour non observation de la loi.

Vendredi, l'Assemblée Plurinationale de la Bolivie a nié le vote de confiance demandé par le régime de facto en faveur de Luis Fernando López, cité plusieurs fois à comparaître devant la députation pour expliquer les exactions de la police à Cochabamba, Senkata et El Alto à la suite du coup d'État contre le président Evo Morales.

Cependant, Jeanine Áñez l'a gardé à son poste en passant outre à la décision approuvée par deux tiers du Parlement contrôlé par le Mouvement vers le Socialisme.

La présidente de l'Assemblée Plurinationale de la Bolivie, Eva Copa, a alors menacé de faire tomber le poids de la loi sur Áñez pour non observation de ses devoirs.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/216473-sous-la-pression-du-parlement-le-regime-de-facto-bolivien-a-demis-le-ministre-de-la-defense>



Radio Habana Cuba